

ILS SONT ACCUSÉS D'«ATTROUEMENT ILLÉGAL» ET D'«ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE DES AGENTS DE L'ORDRE»

30 gardes communaux devant le juge

Les gardes communaux ont toutes les raisons de se montrer méfiants vis-à-vis des pouvoirs publics, eux qui dénoncent une campagne de dévoiement de leur mouvement de protestation à l'effet de faire recouvrer à leur corps toute sa dignité perdue.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Au lendemain d'une entrevue que leur a «concédée» le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales sur ordre du président de la République en personne, lui qui était en congé comme le reste de ses collègues du gouvernement, conclave au cours duquel des assurances et des garanties leur ont été «servies» quant à la prise en charge effective de leur plateforme de revendications, les gardes communaux font cas d'une démarche parallèle trahissant amplement cette «disponibilité». Selon Aliouat Lahlou, un des cinq délégués nationaux et repré-

sentant de la wilaya de Bouira, nombre de gardes communaux auraient reçu des SMS dans la journée d'hier faisant état de la satisfaction des revendications de la corporation, façon subtile, regrettera notre interlocuteur, de signifier la vanité de leur mouvement de protestation.

Ce qui est loin d'être vrai, ajoutera-t-il, puisque «nos principales revendications restent insatisfaites, notamment le statut du garde communal car nous sommes toujours classés à la 6^e catégorie, pareil qu'un agent d'administration. Nous sommes payés comme tel alors qu'on fait le tra-



Les gardes communaux dénoncent une campagne de dénigrement.

vail d'un militaire». Et de citer un autre point non moins important, celui lié au problème des heures

supplémentaires et de la retraite anticipée. «Quand un garde communal part en retraite anticipée, il

touche 18 000 DA et n'a pas le droit de travailler ailleurs», expliquera-t-il.

Et en sus de ces SMS «trompeurs», Aliouat Lahlou dénoncera la comparution le 24 du mois courant, d'une trentaine de ses collègues par-devant le procureur général près le tribunal de Bir-Mourad-Raïs pour les chefs d'inculpation d'attroupement illégal et d'atteinte à l'intégrité physique d'agents de l'ordre en plein exercice de leurs fonctions.

Autant de raisons pour le délégué des gardes communaux de Bouira qui justifient leur méfiance et leur décision de maintenir leur sit-in national à Blida jusqu'à la réponse attendue aujourd'hui de la part du président de la République, comme promis lors de la réunion de mardi.

M. K.

TLEMCEM

Rassemblement des gardes communaux au centre-ville

C'est un été qui s'annonce chaud, la période de grâce est terminée. Pendant toute la durée de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique» qui a duré une année, le front social a marqué un moment de répit.

À quelques jours du Ramadan, c'est la rue qui devient un espace de revendications. Après la manifestation pacifique devant le siège de la wilaya pour exiger l'affichage des bénéficiaires de loge-

ments sociaux, ce sont les gardes communaux qui ont investi la grande place du centre-ville pour apporter leur soutien à leurs confrères qui ont rallié Alger à partir de Blida.

Venant de toutes les localités de la wilaya, les gardes communaux ont manifesté en tenue civile, avec une simple casquette sur la tête. Cependant, ce sit-in pacifique a mobilisé d'importantes forces de sécurité qui ont encerclé les manifestants, ce qui démontre une fois de plus que l'option du tout sécuritaire est toujours de mise. Interrogés sur leurs revendications, les

gardes communaux sont déterminés à faire valoir leurs droits. «Nous sommes devenus des pestiférés», déclare un jeune qui ne comprend pas pourquoi ce corps qui était présent dans les moments difficiles est aujourd'hui ignoré et humilié.

Les passants aussi se sont regroupés autour des éléments de la garde communale pour leur exprimer leur soutien. Rappelons que pendant la décennie noire, beaucoup d'éléments de ce corps sont tombés en accomplissant leur devoir.

M. Zenasni

SIT-IN DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES MARCHÉS DE GROS DES FRUITS ET LÉGUMES

La tutelle opte pour l'ouverture du dialogue

Lors de sa rencontre avec les représentants de la Fédération nationale des marchés de gros des fruits et légumes, affiliée à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), rassemblés hier devant le ministère de tutelle, le secrétaire général du ministère du Commerce a estimé qu'il y a une «confusion» quant aux rôles et prérogatives de l'entreprise publique économique Magro.

«Créée à la fin 2011 par le ministère du Commerce, Magro a pour rôle principal de réaliser des marchés nationaux et régionaux et même locaux et d'assurer leur gestion et non pas de gérer des anciens marchés de gros relevant des collectivités locales», précise le ministère dans un communiqué.

Les concertations entre les deux parties ont porté également sur les relations et rôles des différents acteurs au sein des marchés de gros (gestionnaires, exploitants...). Des

rôles stipulés par le décret 12-111 du 6 mars 2012, précise le communiqué.

D'ailleurs, «la plupart des préoccupations relatives aux marchés de gros des fruits et légumes ont été prises en considération par le décret exécutif».

S'agissant de la problématique de fixation des prix de location des carreaux au sein des marchés, l'on précise que cette opération est soumise à un cahier des charges élaboré par la commune propriétaire conformément aux marchés publics.



Avec l'approche du Ramadan, des problèmes risquent de surgir sur le marché.

Par ailleurs, le ministère du Commerce a assuré que le dialogue avec le partenaire social UGCAA n'a jamais été «interrompu» lors des différentes activités et assises organisées notamment pour la préparation des projets de loi. La tutelle exprime ainsi sa

volonté de poursuivre le dialogue afin de «trouver des solutions aux différents problèmes qui pourraient surgir sur le marché surtout avec l'approche du mois de Ramadan», précise-t-on encore dans le communiqué.

Synthèse R.N.

PROCHAINES ÉLECTIONS

LOCALES

Le PRA s'y attelle déjà

Le temps semble avoir fait son «œuvre» chez le leader du PRA, dont la verve de fervent opposant qu'il s'est découvert au lendemain désenchantant des dernières législatives a vite cédé la place au discours conciliant qui a toujours été la carte de visite du parti.

C'est en tout cas ce que les propos du secrétaire général du parti lors du forum du quotidien *El Ouassat*, ce mercredi, suggèrent amplement.

Kamel Bensalem s'est, en effet, investi du rôle d'un défenseur acharné du président de la République, celui qu'il vilipendait il y a juste quelques semaines de cela, le rendant le principal responsable de la «mascarade» que furent les législatives du 10 mai dernier.

L'orateur s'est évertué, non sans difficultés, à appuyer la démarche du premier magistrat du pays liée à la manière avec laquelle il s'est offert la présentation de ses mandatures à travers nombre de médias de par le monde dans le sillage de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du pays.

«Si j'avais les moyens en tant que premier responsable de parti, je me serais permis de promouvoir mon action», affirmera Bensalem qui ne trouvera pas d'objection à ce que cette campagne promotionnelle se fasse avec l'argent du contribuable. Ceci sans omettre d'appuyer le fait que le président de la République se soit contenté de ses 13 ans de règne, passant presque outre le restant des années d'indépendance du pays, et donc l'action de ses prédécesseurs à la tête de l'Etat.

Le secrétaire général du PRA ne s'est pas, par ailleurs, trop attardé sur les dernières législatives dont il dira espérer que les «leçons» tirées à l'occasion soient retenues pour les besoins des élections locales de l'automne prochain. Des locales qui font au sein du parti l'objet d'intenses préparatifs, ceci, quoique, tiendra à préciser Bensalem, le principe de participation à ce rendez-vous électoral ne soit pas encore pris. Ce qui sera décidé en temps opportun en tenant compte, précisera-t-il, des nouvelles données qui ne manqueront pas, selon lui, d'intervenir d'ici à la prochaine rentrée sociale.

Ceci quand bien même le mot d'ordre de participation sera à coup sûr retenu, le parti ayant désormais consommé l'échec cuisant aux dernières législatives. Des élections législatives totalement différentes des locales tant ces dernières, dira Bensalem, concerneront l'ensemble des communes du pays et à l'occasion desquelles il s'agira d'élire des élus qui se chargeront des préoccupations quotidiennes des citoyens, tout le contraire, estimera-t-il, des législatives.

Sur les capacités de son parti à pouvoir essaimer l'ensemble des circonscriptions électorales à l'occasion de ces locales, le premier responsable du PRA se montrera affirmatif en déclarant que son parti sera présent au minimum au niveau de 800 sur les 1 541 communes du pays.

M. K.